

La Croatie : de la guerre à l'indépendance

Après sa proclamation d'indépendance, la Croatie fut confrontée à une agression militaire ouverte, à l'occupation d'une grande partie de son territoire et à une guerre qui allait durablement marquer l'Europe tout au long des années 1990. Pourtant, en l'espace de quelques années seulement, elle réussit à bâtir des forces armées modernes, à renverser le cours du conflit et à libérer une grande partie des territoires occupés. Le tournant décisif survint en 1995, lorsque les victoires militaires croates permirent non seulement de rétablir le contrôle sur la quasi-totalité des territoires encore occupés en Croatie, mais aussi de bouleverser l'équilibre militaire en Bosnie-Herzégovine. Menées en coopération avec les forces bosniaques, elles ouvrirent la voie aux accords de paix de Dayton, tandis que la réintégration pacifique de la Slavonie orientale, achevée en 1998, consacra le rétablissement complet de la liberté et de la souveraineté de la Croatie.

Par Zvonimir Frka-Petešić

La guerre déclenchée au début des années 1990 par l'agression contre la Croatie, puis étendue à la Bosnie-Herzégovine, constitua le conflit armé le plus vaste et le plus meurtrier qu'ait connu l'Europe depuis la Seconde Guerre mondiale, avant l'agression russe contre l'Ukraine. Au cours de ce conflit, les forces des insurgés serbes en Croatie et en Bosnie-Herzégovine, bénéficiant du soutien politique et militaire de Belgrade ainsi que de l'Armée populaire yougoslave, ont occupé plus d'un quart du territoire de la Croatie et près des trois quarts de celui de la Bosnie-Herzégovine, entraînant des pertes humaines considérables, des déplacements massifs de population et des destructions d'une ampleur exceptionnelle.

Si les hostilités se sont prolongées pendant plusieurs années, le dénouement décisif est intervenu en 1995, à la suite de la libération de la majeure partie des territoires occupés en Croatie lors de l'opération *Oluja* (« Tempête »). Cette offensive constitua un tournant militaire majeur et modifia profondément l'équilibre des forces sur le terrain. Elle permit la libération de vastes régions de Bosnie-Herzégovine et s'accompagna d'un changement substantiel de l'attitude de la communauté internationale à l'égard de Belgrade, ouvrant ainsi la voie à la fin du conflit et à la réintégration pacifique des derniers territoires occupés en Croatie.

Dans ce contexte, la Croatie parcourut un chemin remarquable : d'un État militairement inférieur et insuffisamment équipé au début de l'agression, elle devint une puissance militaire régionale crédible, capable de libérer de manière autonome son propre territoire, de coordonner efficacement son action avec les forces bosniaques en Bosnie-Herzégovine et d'exercer une influence déterminante sur l'issue de la guerre. Toutefois, seule une compréhension globale – nécessairement synthétique – des causes, du déroulement et des conséquences de la guerre d'indépendance croate permet de saisir pleinement pourquoi 1995 constitua le véritable tournant décisif du conflit, lorsque les dynamiques militaires, politiques et diplomatiques convergèrent pour produire un résultat historique majeur.

De Gazimestan à la rébellion serbe, jusqu'à l'indépendance croate

Le prélude à ces événements fut la commémoration du 600^e anniversaire de la bataille du Kosovo, organisée le 28 juin 1989 à Gazimestan, au Kosovo. À cette occasion, le dirigeant serbe Slobodan Milošević prononça, devant plus d'un million de personnes rassemblées, un discours aux accents lourdement menaçants : « Nous sommes à nouveau face à des batailles et engagés dans des batailles. Elles ne sont pas armées, bien que celles-ci ne soient pas non plus exclues. » Par ces paroles, il révéla sans ambiguïté l'orientation de sa politique et annonça les conflits à venir.

La rébellion dans certaines régions de Croatie à majorité serbe – connue sous le nom de « révolution des rondins » (*Balvan revolucija*) – éclata dès le mois d'août 1990, sous l'impulsion directe de Belgrade. Le conflit armé ouvert débuta en 1991 avec l'agression serbe contre la Croatie, menée avec le soutien politique et militaire du régime de Slobodan Milošević en Serbie, ainsi qu'avec l'appui militaire direct de l'Armée populaire yougoslave (JNA), dont le haut commandement était majoritairement serbe.

Derrière le discours officiel de la préservation de la Yougoslavie se profilait en réalité un projet politique visant à la création d'une « Grande Serbie », y compris par le recours à la force et à la violence, afin de regrouper l'ensemble des territoires peuplés de Serbes, y compris ceux où ils ne constituaient qu'une minorité. Dès l'origine, il s'agissait donc d'étouffer les aspirations démocratiques apparues en Croatie après la chute du mur de Berlin, ainsi que la volonté d'indépendance clairement exprimée lors des premières élections libres du printemps 1990. Celles-ci furent remportées de manière décisive par l'Union démocratique croate (HDZ), dirigée par l'historien, ancien résistant et dissident croate Franjo Tuđman, sur la base d'un programme explicitement démocratique et anticommuniste.

En réaction à ce choix électoral, le régime de Milošević à Belgrade instrumentalisa la minorité serbe de Croatie : il l'arma et l'encouragea à une insurrection ouverte avec l'appui de l'Armée populaire yougoslave, dont l'état-major, majoritairement serbe, soutenait la direction politique de la Serbie. Malgré une rhétorique belgradoise de plus en plus belliqueuse et le désarmement illégal de la Défense territoriale croate – qui, selon la Constitution, relevait de la compétence des autorités républicaines et non de l'État fédéral ni de la JNA –, les dirigeants croates à Zagreb, capitale de la Croatie, espérèrent jusqu'au bout que Belgrade ne recourrait pas à une offensive militaire ouverte, une éventualité sans précédent en Europe depuis 1945.

Cependant, dès le 21 décembre 1990, la « Région autonome serbe de Krajina » fut proclamée illégalement sur près d'un quart du territoire croate. L'insurrection dégénéra rapidement en affrontements armés : le 2 mars 1991, à Pakrac, eut lieu le premier affrontement ouvert entre la police croate et des insurgés serbes ; un mois plus tard, le dimanche de Pâques, le 31 mars, le policier croate Josip Jović fut tué aux lacs de Plitvice, devenant la première victime de ce qui allait ensuite devenir la guerre d'indépendance croate.

Le 1^{er} avril 1991, le « gouvernement » autoproclamé de la Région autonome serbe de Krajina déclara la sécession d'avec la Croatie et son rattachement à la Serbie, décision confirmée, le 12 mai, par un référendum illégal organisé par les insurgés serbes. Trois jours plus tard, le 15 mai, la partie serbe refusa de céder à un représentant croate la présidence tournante de la présidence collective de la République fédérative socialiste de Yougoslavie (RFSY), laquelle, selon la Constitution, devait être exercée à tour de rôle par les huit membres – représentants des six républiques et des deux provinces autonomes – selon le principe du *primus inter pares*. La Serbie venait ainsi de perpétrer un véritable coup de force au sein des institutions fédérales yougoslaves.

Dans l'intervalle, le 2 mai 1991, l'opinion publique croate fut saisie d'effroi par la nouvelle du massacre de Borovo Selo, localité de Slavonie orientale située près de Vukovar : des paramilitaires serbes y tendirent une embuscade au cours de laquelle ils tuèrent douze policiers croates et mutilèrent leurs corps, tandis que, le même jour, un autre policier croate trouvait la mort dans l'arrière-pays de Zadar. Ces événements choquèrent profondément la société croate et renforcèrent la crainte d'un conflit généralisé.

C'est dans ce contexte que, lors du référendum du 19 mai 1991, plus de 94 % des électeurs croates se prononcèrent en faveur de l'indépendance de la Croatie vis-à-vis de la République fédérative socialiste de Yougoslavie. Fort de ce mandat populaire, le Parlement croate proclama, le 25 juin 1991, l'indépendance de la République de Croatie. La Slovénie en fit autant le même jour.

Belgrade et la JNA utilisèrent ces décisions comme prétexte à une intervention militaire ouverte, qu'ils justifiaient par la nécessité de préserver la fédération yougoslave et ses « frontières fédérales ». Les derniers faux-semblants tombèrent alors, révélant la finalité réelle de cette politique : la création d'une « Grande Serbie ».

S'ensuivit une intensification brutale des combats. Après une brève guerre en Slovénie, d'où l'Armée populaire yougoslave se retira rapidement afin de concentrer ses forces sur la Croatie, la JNA lança des offensives générales et dévastatrices visant à s'emparer des deux tiers du territoire croate pour les intégrer au projet expansionniste serbe. Les dirigeants serbes, en lien avec des forces réactionnaires au sein de l'Union soviétique, espéraient que le putsch d'août à Moscou renverserait le président Mikhaïl Gorbatchev ; c'est précisément à ce moment-là que les attaques de la JNA contre la Croatie s'intensifièrent encore, avec l'emploi de l'ensemble des moyens militaires à sa disposition.

Durant ces mois décisifs, la communauté internationale, entravée par ses hésitations et ses divisions internes, adopta une attitude largement passive, en raison à la fois de la crainte d'une réaction négative de Moscou et d'une compréhension incomplète du véritable rapport de forces au sein de l'Union soviétique, ainsi que du rôle réel exercé par le président Mikhaïl Gorbatchev.

Le début de l'agression armée contre la Croatie

La Communauté européenne tenta de réagir en mobilisant sa « troïka », composée des ministres des Affaires étrangères de l'État assurant la présidence sortante, de celui exerçant la présidence en cours et de celui appelé à lui succéder. Par l'accord de Brioni du 7 juillet 1991, cette médiation imposa un moratoire de trois mois sur les décisions relatives à l'indépendance de la Croatie et de la Slovénie. Or, le tout dernier jour de ce moratoire, le 7 octobre 1991, l'Armée populaire yougoslave lança une attaque aérienne contre les Banski dvori, palais historique situé au cœur de Zagreb et siège de la Présidence de la République. Cet attentat manqua de peu de coûter la vie au président croate Franjo Tuđman, au membre croate de la Présidence fédérale Stjepan Mesić, ainsi qu'au Premier ministre yougoslave de l'époque, Ante Marković, lui-même Croate. Dès le lendemain, le 8 octobre 1991, le Parlement croate adopta à l'unanimité la décision de mettre définitivement fin aux liens constitutionnels avec la République fédérative socialiste de Yougoslavie (RFSY).

Parallèlement, le 25 septembre 1991, le Conseil de sécurité des Nations unies adopta la résolution 713 instaurant un embargo sur les importations d'armes. Dans les faits, cette mesure frappa sévèrement une Croatie presque totalement désarmée, tout en avantageant la Serbie et l'Armée populaire yougoslave, déjà lourdement équipées. Une Conférence internationale sur la Yougoslavie fut également mise en place, incluant la Commission d'arbitrage de la Communauté européenne – dite commission Badinter – chargée de rendre des avis juridiques sur le processus de désintégration de la fédération yougoslave.

De juillet à décembre 1991, la Croatie fut ainsi confrontée à une agression armée généralisée et à un conflit de haute intensité. Des combats s'étendirent à plus des deux tiers de son territoire, tandis que la JNA et les forces paramilitaires serbes attaquaient simultanément la quasi-totalité des grandes villes du pays, cherchant à briser la résistance armée et à anéantir l'État nouvellement proclamé. Les bombardements les plus dévastateurs frappèrent notamment Osijek, Vukovar, Vinkovci, Slavonski Brod, Nova Gradiška, Pakrac, Novska, Kutina, Sisak, Petrinja, Karlovac, Ogulin, Otočac, Gospić, Zadar, Šibenik, Sinj et Dubrovnik. Le sort d'Ilok, ville la plus orientale de la Croatie sur le Danube, illustra de manière particulièrement tragique la politique de nettoyage ethnique : à l'automne 1991, l'ensemble de sa population croate fut contraint à l'exil.

La bataille de Vukovar et le siège de Dubrovnik – symboles de la résistance croate

La bataille de Vukovar (août–novembre 1991) occupe une place centrale dans l'histoire de la guerre d'indépendance croate. Cette ville danubienne, située à l'extrême est de la Croatie, fut soumise à un siège ininterrompu de près de trois mois. Moins de deux mille défenseurs, faiblement armés – essentiellement des volontaires, des membres de la Garde nationale croate tout juste constituée et des policiers croates – opposèrent une résistance acharnée à un adversaire largement supérieur en effectifs et en moyens, composé de l'Armée populaire yougoslave et de formations paramilitaires serbes. Les

combats, principalement urbains, se déroulèrent rue par rue, maison par maison, infligeant à l'assaillant des pertes particulièrement lourdes.

Bien que la ville ait été occupée le 18 novembre 1991 et que les derniers foyers de résistance dans le quartier de Borovo Naselje n'aient été réduits que le 20 novembre, la défense de Vukovar joua un rôle stratégique majeur : elle épuisa les forces adverses et mit un terme à l'offensive d'envergure envisagée contre le reste du territoire croate. Pendant des semaines, les défenseurs tinrent tête à un adversaire mobilisant plus de 30 000 soldats, des centaines de chars et de véhicules blindés, des dizaines d'aéronefs ainsi qu'une artillerie massive de tous calibres. Vukovar s'imposa ainsi comme un symbole durable du courage et de la résistance croates — souvent qualifiée de « Stalingrad croate » — tandis que les crimes de masse perpétrés contre les défenseurs et la population civile après la chute de la ville s'inscrivirent dans la mémoire collective comme une blessure profonde, restée ouverte jusqu'à aujourd'hui.

Dans le même temps, le sud de la Croatie subit lui aussi des destructions considérables. Le bombardement du centre historique de Dubrovnik – ville inscrite au patrimoine mondial de l'UNESCO et considérée comme l'un des joyaux du patrimoine culturel mondial – suscita une vague d'indignation internationale. La date du 6 décembre 1991 demeure particulièrement marquante : lors de l'attaque la plus violente menée simultanément depuis la mer et la terre, plus de deux mille obus s'abattirent sur la ville. De nombreux monuments historiques et bâtiments civils furent gravement endommagés, notamment des palais, des églises et les toits de la vieille ville. Cette attaque frappa l'opinion internationale en révélant que les forces serbo-monténégrines n'hésitaient pas à dévaster une cité emblématique du patrimoine culturel européen et mondial.

C'est dans ce contexte que les avis rendus par la commission Badinter jouèrent un rôle décisif. La commission établit tout d'abord que la République fédérative socialiste de Yougoslavie se trouvait en voie de dissolution. Elle précisa en outre qu'aucune république – pas même la Serbie ou le Monténégro – ni l'entité qu'elles proclamèrent en 1992 sous le nom de République fédérale de Yougoslavie ne pouvait en être l'unique successeur juridique, toutes les républiques devant être considérées sur un pied d'égalité. Elle établit également que les frontières républicaines, conformément au principe de *l'uti possidetis juris*, devaient être tenues pour des frontières internationales et ne pouvaient être modifiées sans accord mutuel. Enfin, elle conclut que les républiques garantissant les droits des minorités avaient droit à la reconnaissance internationale dans leurs frontières existantes. Ces conclusions ouvrirent la voie à la reconnaissance internationale de la Croatie.

La reconnaissance internationale de la Croatie

Le 19 décembre 1991, les insurgés serbes de Croatie proclamèrent la « République serbe de Krajina », une entité paraétatique établie sur les territoires occupés avec l'appui politique et militaire direct de Belgrade. Le même jour, l'Islande reconnut la Croatie, devenant le premier État internationalement reconnu à le faire, tandis que la Slovénie, la Lituanie, la Lettonie et l'Ukraine l'avaient déjà reconnue auparavant – des pays qui, à

cette date, étaient eux-mêmes encore en voie de reconnaissance internationale ou venaient à peine de l'obtenir. Dans le même temps, l'Allemagne annonça qu'elle reconnaîtrait la Croatie en janvier 1992, conformément à la décision commune adoptée par la Communauté européenne le 16 décembre 1991 ; cette reconnaissance devint effective le 15 janvier 1992, après l'avis favorable de la commission Badinter.

La première phase de l'agression militaire provoqua l'exode de centaines de milliers de civils croates. Sous la forte pression de la diplomatie internationale, un ultime cessez-le-feu fut signé le 2 janvier 1992 à Sarajevo, sur la base du plan Vance, du nom de l'envoyé spécial des Nations unies, Cyrus Vance. Ce plan prévoyait la cessation de la phase la plus intense des combats ainsi que le déploiement de forces de maintien de la paix des Nations unies (FORPRONU) dans les zones occupées de la Croatie.

La reconnaissance internationale de la Croatie s'ensuivit rapidement : le Saint-Siège la reconnut dès le 13 janvier 1992 et, le 15 janvier, les douze États membres de la Communauté européenne furent rejoints par le Canada, la Norvège, la Suisse, l'Autriche ainsi que par plusieurs autres États européens. Dans les jours qui suivirent, les reconnaissances en provenance de tous les continents se multiplièrent – de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande à l'Amérique latine, en passant par les pays nordiques et d'Europe centrale – conférant à la Croatie, en un temps très bref, une large légitimité internationale. Trois mois plus tard, le 7 avril 1992, les États-Unis reconnurent à leur tour la Croatie. Peu après, le 22 mai 1992, celle-ci fut admise aux Nations unies, sur recommandation du Conseil de sécurité et par décision unanime de l'Assemblée générale, en tant que 178^e État membre. Le même jour, la Slovénie et la Bosnie-Herzégovine furent également admises à l'Organisation des Nations unies.

La guerre s'étend à la Bosnie-Herzégovine

Au début du mois de mars 1992, un référendum organisé en Bosnie-Herzégovine, pays voisin de la Croatie, confirma la volonté d'indépendance de la population, exprimée majoritairement par les Bosniaques (alors officiellement désignés comme *Musulmans*) et par les Croates. Dès sa naissance, le nouvel État fut confronté à une structure interne d'une extrême complexité : il se composait de trois peuples constitutifs – les Bosniaques (44 %), les Serbes (31 %) et les Croates (17 %) – étroitement imbriqués sur la quasi-totalité du territoire. Cette réalité profondément enracinée rendait toute tentative de partition territoriale de la Bosnie-Herzégovine à la fois politiquement illusoire et potentiellement explosive.

Les dirigeants serbes de Bosnie-Herzégovine refusèrent de reconnaître l'indépendance proclamée à Sarajevo et déclenchèrent, dès le mois d'avril 1992, avec le soutien politique, logistique et militaire déterminant de Belgrade, une guerre d'une brutalité exceptionnelle. Leur objectif était explicite : créer, sur les territoires conquis, une « République serbe » ethniquement homogène. Dès les premiers mois, le conflit fut marqué par des crimes de masse contre les civils, des campagnes systématiques de nettoyage ethnique, de longs sièges de villes telles que Bihać, Srebrenica et Sarajevo (1992-1995), des massacres à grande échelle, ainsi que par l'établissement de camps de détention pour Bosniaques et Croates – notamment à Omarska, Keraterm et Trnopolje

– où les détenus furent soumis à la torture, à des violences sexuelles et à des exécutions extrajudiciaires.

Plans de paix et rupture de l’alliance entre Croates et Bosniaques

Dans la phase initiale du conflit, les Croates de Bosnie-Herzégovine et les Bosniaques combattirent côte à côte, opposant une résistance commune à l’agression serbe. Cette alliance se traduisit également sur le plan politique : le 21 juillet 1992, à Zagreb, le président croate Franjo Tuđman et le président de la Présidence de Bosnie-Herzégovine, Alija Izetbegović, signèrent un Accord d’amitié et de coopération fondé sur un intérêt commun pour la défense de l’indépendance et de l’intégrité territoriale de la Bosnie-Herzégovine.

Cependant, la communauté internationale s’orienta progressivement vers une approche de plus en plus pragmatique. Au lieu de défendre de manière cohérente les principes du droit international, elle entérina peu à peu le rapport de forces établi sur le terrain – à l’opposé de l’approche adoptée aujourd’hui à l’égard de l’Ukraine, dont l’intégrité territoriale continue d’être reconnue malgré les prétentions russes. Cherchant à imposer la paix, elle multiplia les initiatives diplomatiques fondées sur une logique ethnique et sur la partition territoriale. Ce faisant, elle reconnut *de facto* aux Serbes – qui avaient déjà conquis militairement près de 70 % du territoire de la Bosnie-Herzégovine – les gains obtenus par la force, en leur attribuant une part du territoire sans commune mesure avec leur poids démographique réel (31 %). Une telle approche – relevant d’une logique de vases communicants ou d’un jeu à somme nulle – transforma chaque concession accordée aux Serbes en une perte pour les Croates et les Bosniaques, sapant progressivement les fondements mêmes de leur alliance.

Cette logique apparut dès le plan Carrington–Cutileiro du 18 mars 1992, qui proposait la cantonisation de la Bosnie-Herzégovine. Bien qu’accepté dans un premier temps par les trois parties, ce plan fut rapidement rejeté par la direction bosniaque, qui estimait que sa mise en œuvre conduirait à une partition durable du pays. Les propositions ultérieures des médiateurs internationaux s’inscrivirent dans la même logique de division ethnique : le plan Vance–Owen de janvier 1993, accepté par les Croates et les Bosniaques mais rejeté par les Serbes de Bosnie, ainsi que le plan Owen–Stoltenberg, présenté le 30 juillet 1993, qui prévoyait la création d’une Union des républiques de Bosnie-Herzégovine composée de trois entités ethniques. Bien que ce dernier eût été initialement signé, le dirigeant bosniaque Alija Izetbegović retira sa signature dès le lendemain, estimant que son application conduirait à une division définitive et irréversible de l’État.

C’est dans ce contexte qu’il convient d’analyser la décision du leadership politique croate en Bosnie-Herzégovine, qui avait créé, dès le 18 novembre 1991, la Communauté croate d’Herceg-Bosna, conçue comme une entité politique, culturelle, économique et administrative des Croates au sein de la Bosnie-Herzégovine. Afin de s’adapter au cadre prévu par le plan Owen–Stoltenberg, celle-ci fut transformée, le 28 août 1993, en *République* croate d’Herceg-Bosna, couvrant environ 10 950 km², soit près de 21 % du territoire de la Bosnie-Herzégovine.

À la suite des conquêtes serbes en Bosnie occidentale et orientale, les Bosniaques perdirent de vastes portions de territoire. L'afflux massif de dizaines de milliers de Bosniaques expulsés vers la Bosnie centrale bouleversa l'équilibre ethnique existant et fragilisa un vivre-ensemble historiquement enraciné entre Croates et Bosniaques. Parallèlement, la pénurie extrême de nourriture, de médicaments et d'armes – dont l'approvisionnement transitait presque exclusivement par la Croatie – accentua encore les tensions.

Dans ce contexte, des affrontements locaux éclatèrent entre Croates et Bosniaques autour du contrôle de ressources vitales. Ces heurts, qui faisaient le jeu de l'agresseur commun, furent également alimentés par la volonté d'une partie de la direction bosniaque de compenser, aux dépens des Croates, les pertes territoriales subies face aux forces serbes. Il en résulta une rupture temporaire de l'alliance ainsi qu'un conflit croato-bosniaque qui se prolongea tout au long de l'année 1993. Dans le même temps, la Croatie, déjà lourdement éprouvée par l'arrivée massive de ses propres déplacés, ouvrit ses frontières et accueillit plus d'un demi-million de réfugiés venus de Bosnie-Herzégovine, qu'ils fussent Bosniaques ou Croates.

Cette même année, le 25 mai 1993, le Conseil de sécurité des Nations unies institua le Tribunal pénal international pour les crimes commis sur le territoire de l'ex-Yougoslavie (TPIY), siégeant à La Haye – premier tribunal pénal international permanent depuis ceux de Nuremberg et de Tokyo.

Le renversement du rapport de forces en Croatie

Alors que le conflit s'intensifiait en Bosnie-Herzégovine, une série d'opérations de reconquête se succéda progressivement sur le front croate. Dès la fin de l'année 1991, la Croatie engagea ses premières opérations militaires d'envergure, qui permirent de libérer une part importante de la Slavonie occidentale. À partir de mai 1992, plusieurs offensives furent menées à l'extrême sud du pays : les forces croates y débloquent Dubrovnik et libèrent, d'ici octobre, plus de 1 200 km² de territoires occupés, rétablissant ainsi la liaison de cette ville historique avec le reste du pays.

En janvier 1993 suivit l'opération *Maslenica* (22–27 janvier), au cours de laquelle furent libérés l'arrière-pays de Zadar, le passage stratégique du détroit de Maslenica et l'aéroport de Zemunik, puis le barrage de Peruća près de Sinj. La Croatie rétablit ainsi la continuité territoriale entre sa partie continentale et la Dalmatie, ainsi que l'axe de communication vers la Bosnie-Herzégovine, ce qui constitua un gain d'une importance stratégique, économique et symbolique majeure.

Sur la scène internationale, les pressions exercées sur la partie serbe continuèrent de s'accroître. Un tournant décisif dans le durcissement de l'attitude à l'égard des séparatistes serbes intervint le 21 novembre 1994, lorsque des avions de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), dans le cadre de l'opération *Deny Flight*, menèrent une frappe aérienne contre la base militaire d'Udbina, située dans l'autoproclamée « République serbe de Krajina », d'où étaient lancées des attaques contre la Bosnie-Herzégovine. Cette opération constitua alors la plus importante action

de combat aérien menée en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale, ainsi que la plus vaste opération militaire jamais conduite par l'OTAN depuis sa création.

Quelques mois auparavant, le 30 mai 1994, la Croatie accomplit, malgré le contexte de guerre, un geste symbolique fort dans le renforcement de sa souveraineté : le dinar croate, introduit en 1991, fut remplacé par une nouvelle monnaie nationale, la kuna croate.

Dans ce contexte, la première visite du pape Jean-Paul II en Croatie, en septembre 1994, donna un nouvel élan à l'affirmation internationale du pays et constitua un puissant soutien moral pour la population. À Zagreb, près d'un million de fidèles se rassemblèrent à cette occasion, dans ce qui demeura le plus grand rassemblement public de l'histoire croate. Largement relayée par les médias internationaux, cette visite fut perçue comme une confirmation du prestige international de la Croatie et comme un appui explicite à sa lutte pour la liberté et l'indépendance.

La restauration de l'alliance croato-bosniaque : clé du renversement

Un tournant stratégique majeur du conflit était toutefois intervenu plusieurs mois plus tôt, le 18 mars 1994, lorsque, sous l'égide de la diplomatie américaine et avec le soutien actif de la Croatie et de la Turquie, l'alliance entre Croates et Bosniaques fut rétablie. Les accords de Washington instituèrent alors la Fédération de Bosnie-Herzégovine comme entité commune des Croates et des Bosniaques. Outre la Croatie et la Bosnie-Herzégovine, la République croate d'Herceg-Bosna figura également parmi les cosignataires. Dans les faits, cette dernière continua d'exister après l'adoption de la Constitution de la Fédération, le 30 mars 1994, jusqu'à sa dissolution volontaire le 14 août 1996, date à laquelle ses compétences furent transférées aux institutions fédérales. Le nouveau cadre institutionnel permit une action militaire coordonnée entre le Conseil de défense croate (HVO) et l'Armée de la République de Bosnie-Herzégovine (ARBiH) contre les forces serbes.

Presque simultanément, le 29 mars 1994, un cessez-le-feu fut conclu en Croatie, sous médiation russe, entre l'armée croate et l'« Armée serbe de la Krajina », force armée des séparatistes serbes ayant proclamé unilatéralement en 1991 la « République serbe de Krajina », entité paraétatique couvrant plus d'un quart du territoire croate. À la fin de la même année, un accord économique fut signé à Zagreb entre le gouvernement croate et les dirigeants rebelles serbes. Il permit la remise en service d'infrastructures essentielles – autoroutes, oléoducs et réseaux électriques – et contraignit les insurgés à d'importantes concessions, marquant le début de l'érosion d'une position jusque-là rigide et intransigeante.

C'est dans ce contexte de guerre totale – marqué par un nombre élevé de victimes civiles, par des recompositions d'alliances militaires et par une intensification constante des pressions internationales – que s'ouvrit l'année 1995, l'année du dénouement. Celle-ci fut marquée par l'accélération des opérations militaires, par un renversement décisif du rapport de forces sur le terrain, puis par un engagement plus direct des États-Unis dans

la recherche d'un règlement politique, qui aboutit finalement à la signature des accords de paix de Dayton à la fin de l'année.

Dès 1994, la coopération militaire entre Croates et Bosniaques commença à produire des résultats tangibles. En novembre, les forces du HVO et de l'Armée de la République de Bosnie-Herzégovine remportèrent leur première grande victoire conjointe lors de l'opération *Cincar*, en libérant le plateau stratégique de Kupres, point clé reliant la Bosnie centrale à l'Herzégovine occidentale. Parallèlement, à l'extrême nord-ouest du pays, dans la région de Bihać, l'Armée de la République de Bosnie-Herzégovine lança une offensive dans le cadre de l'opération *Grmeč-94*. Les forces des séparatistes serbes de Bosnie-Herzégovine et de Croatie, appuyées par les partisans de Fikret Abdić – dirigeant politique bosniaque ouvertement opposé aux autorités de Sarajevo –, réagirent par une violente contre-offensive.

Afin de desserrer l'étau serbe autour de Bihać, la Croatie lança en décembre 1994 l'opération *Zima-94* sur l'axe Dinara–Livno–Bosansko Grahovo. Cette offensive permit le contrôle des hauteurs stratégiques dominant Knin, « capitale » autoproclamée des insurgés serbes en Croatie, amorçant ainsi leur encerclement progressif et préparant le terrain aux opérations militaires décisives de l'année suivante.

1995 : la Croatie reprend l'initiative

En janvier 1995, confrontée à la passivité et à l'inefficacité des Nations unies dans la mise en œuvre de la démilitarisation des forces serbes dans les territoires occupés, la Croatie fit publiquement part de son mécontentement et annonça qu'elle ne prolongerait pas le mandat de la mission de maintien de la paix de la FORPRONU. En réaction, le Conseil de sécurité des Nations unies adopta, le 31 mars 1995, la résolution 981, par laquelle la mission onusienne en Croatie fut renommée UNCRO (Opération des Nations unies pour le rétablissement de la confiance en Croatie) et dotée d'un mandat élargi, comprenant notamment la surveillance de la frontière d'État avec la Serbie et la Bosnie-Herzégovine.

Dans ce nouveau contexte, la Croatie reprit l'initiative militaire sur le terrain. En avril 1995, elle lança l'opération *Skok-1* dans le massif de la Dinara, renforçant sensiblement ses positions sur le front sud. Dès le mois suivant, en mai, l'opération *Bljesak* permit de libérer le dernier territoire occupé de Slavonie occidentale, rétablissant ainsi la continuité autoroutière entre les parties occidentale et orientale du pays. En représailles, les forces serbes bombardèrent le centre de Zagreb à la roquette, causant la mort de plusieurs civils et faisant de nombreux blessés.

Afin de faciliter la réintégration de la population serbe de Slavonie occidentale, les autorités croates proposèrent une procédure accélérée de régularisation de la nationalité croate, tenant compte du fait que l'indépendance de la Croatie avait été proclamée alors que cette région se trouvait sous contrôle des insurgés. Malgré cette initiative, plusieurs milliers de Serbes refusèrent l'offre et demandèrent à être escortés jusqu'à la frontière serbe par les forces de maintien de la paix des Nations unies.

Quelques semaines plus tard, le 30 mai 1995, un grand défilé militaire fut organisé en bordure du lac Jarun, à Zagreb. La Croatie y présenta pour la première fois au public des équipements militaires récemment acquis et démontra la montée en puissance opérationnelle de ses forces armées. L'événement revêtait également une dimension politique explicite : il s'agissait d'adresser un signal aux insurgés serbes, les invitant à renoncer à leurs ambitions sécessionnistes et à accepter une réintégration pacifique dans l'ordre constitutionnel de la République de Croatie.

Bosnie-Herzégovine : escalade de la violence et génocide de Srebrenica

En mai 1995, les forces serbes de Bosnie-Herzégovine lancèrent une offensive de grande ampleur dans le nord-est du pays, connue sous le nom d'opération *Plamen-95*, dans le but de s'emparer de la région d'Orašje. L'attaque échoua toutefois. Afin de prévenir toute menace ultérieure et de consolider leurs positions stratégiques, les forces croates lancèrent, au début du mois de juin 1995, l'opération *Skok-2*, visant plusieurs points névralgiques de l'ouest de la Bosnie-Herzégovine, notamment Glamoč et Bosansko Grahovo.

Parallèlement, les bombardements serbes aveugles contre des zones civiles atteignirent un niveau critique, en particulier après le massacre de Tuzla, le 25 mai 1995, qui coûta la vie à soixante-et-onze civils. En réaction, l'OTAN mena des frappes aériennes contre des positions serbes, y compris à Pale, centre politique des Serbes de Bosnie. En représailles, les forces serbes capturèrent environ trois cents soldats des forces de maintien de la paix des Nations unies en Bosnie-Herzégovine, qu'elles utilisèrent comme otages et boucliers humains afin de dissuader toute nouvelle intervention aérienne. Cet acte d'humiliation infligé aux « casques bleus », parmi lesquels figuraient notamment des militaires français et britanniques, suscita de vives réactions chez plusieurs dirigeants européens, en particulier le président français Jacques Chirac et le Premier ministre britannique John Major, et accéléra la décision de créer une Force de réaction rapide (FRR), destinée à renforcer le mandat de l'ONU et à assurer une meilleure protection de ses contingents sur le terrain.

C'est dans ce contexte d'escalade de la violence qu'eut lieu, en juillet 1995, l'un des crimes les plus atroces du conflit : la chute de l'enclave protégée de Srebrenica. Lors de l'opération *Krivaja-95*, les forces des Serbes de Bosnie s'emparèrent de cette ville pourtant placée sous la protection formelle des Nations unies, avant de procéder à l'exécution systématique de plus de huit mille Bosniaques – hommes et adolescents. Ce crime fut reconnu sans ambiguïté comme un génocide par la justice internationale.

L'intervention décisive de la Croatie : les opérations *Ljeto-95* et *Oluja*

Quelques jours seulement après le massacre de Srebrenica, perpétré le 11 juillet 1995, les forces serbes déclenchèrent l'opération *Mač-95* dans le but de s'emparer de l'enclave de Bihać. Soumise à un siège continu depuis trois ans et demi, celle-ci abritait plus de cent mille personnes, majoritairement bosniaques, désormais exposées à une nouvelle catastrophe humanitaire et à la menace d'un massacre de masse.

C'est dans ce contexte que les présidents de la Croatie et de la Bosnie-Herzégovine, Franjo Tuđman et Alija Izetbegović, signèrent à Split, le 22 juillet 1995, une Déclaration de coopération militaire. Trois jours plus tard, les forces croates lancèrent l'opération *Ljeto-95*, libérant Bosansko Grahovo et Glamoč en Bosnie occidentale et ouvrant un axe stratégique en direction de Knin, principal bastion de la rébellion serbe en Croatie.

L'opération *Oluja* débuta le 4 août 1995 et demeure, à ce jour, la plus vaste opération militaire de l'histoire croate. Environ deux cent mille soldats y furent engagés : près de cent quarante mille participèrent à une percée décisive sur un front de plus de sept cents kilomètres, tandis que les autres furent déployés en Slavonie orientale et dans le sud du pays afin de prévenir une éventuelle contre-offensive serbe. En moins de quatre jours, 10 400 kilomètres carrés furent libérés – près d'un cinquième du territoire de la République de Croatie – et l'autoproclamée « République serbe de Krajina » cessa d'exister.

Dès le 5 août, Knin fut libérée, bastion des insurgés serbes et symbole de plusieurs années d'occupation. Hissé sur la forteresse de Knin – emblème séculaire de la ville royale de Zvonimir –, le drapeau croate se déploya au vent, incarnation mémorable de la victoire et de la liberté retrouvées. Alors même que les opérations militaires n'étaient pas encore achevées, une véritable liesse populaire gagna tout le pays : sur les places et dans les rues de Croatie, on célébrait déjà la certitude que la guerre touchait à son terme et que la libération complète des territoires occupés était désormais imminente.

Parallèlement, dès le 4 août 1995, le commandement des forces séparatistes serbes ordonna et organisa l'évacuation de la population serbe des territoires occupés de la Dalmatie septentrionale, de la Lika, du Kordun et de la Banovina. Avant même l'entrée de l'armée croate à Knin, entre 150 000 et 200 000 personnes – pour l'essentiel des civils, mais aussi des membres des formations paramilitaires serbes – quittèrent la Croatie en colonnes organisées, malgré les appels répétés des autorités croates à déposer les armes et à demeurer dans leurs foyers, assortis de garanties d'amnistie.

Dans les jours et les semaines qui suivirent l'opération *Oluja*, des actes criminels isolés coûtèrent la vie à plusieurs dizaines de civils serbes qui avaient choisi de rester en Croatie. Certains des responsables furent ultérieurement identifiés, arrêtés et poursuivis par la justice croate.

L'opération *Oluja* permit en outre de lever le siège de la poche de Bihać, dans le nord-ouest de la Bosnie, sauvant ainsi plus de cent mille Bosniaques encerclés depuis 1992 par les forces serbes d'un sort probablement comparable à celui qui avait frappé Srebrenica un mois plus tôt. Sur les plans militaire et politique, l'opération marqua un tournant décisif et ouvrit la voie au règlement final du conflit.

Offensives finales en Bosnie-Herzégovine

Portées par l'élan de leurs succès précédents, la Croatie et la Bosnie-Herzégovine engagèrent à l'automne 1995 une nouvelle série d'offensives décisives. En septembre, les forces croates menèrent l'opération *Maestral*, libérant plusieurs villes bosniennes

d'importance stratégique, dont Jajce, Drvar et Šipovo. Peu après, l'Armée de la République de Bosnie-Herzégovine, composée majoritairement d'unités bosniaques, lança l'opération *Sana-95*, qui permit la reprise de Ključ et de Bosanska Krupa.

La tentative croate de franchir la rivière Una les 18 et 19 septembre 1995, lors de l'opération *Una*, se solda par un échec. Ce revers ponctuel ne remit toutefois pas en cause la dynamique générale. Dans le cadre de l'opération *Južni potez* (8-12 octobre 1995), la ville de Mrkonjić Grad fut libérée, et l'artillerie croate fut déployée à moins de vingt-trois kilomètres de Banja Luka, principal centre politique et militaire des Serbes de Bosnie, y faisant naître une crainte tangible d'encerclement.

Vers la paix : les accords de Dayton et d'Erđut

Face à l'avancée des forces croato-bosniaques sur le terrain, aux frappes aériennes de l'OTAN menées en août et septembre 1995 contre les installations militaires des Serbes de Bosnie dans le cadre de l'opération *Deliberate Force*, ainsi qu'à l'isolement diplomatique croissant de la Serbie, Slobodan Milošević finit par accepter l'ouverture de négociations afin d'éviter la perte des gains territoriaux accumulés au cours de plus de quatre années de guerre.

La cessation des hostilités fut scellée par deux accords majeurs. Le premier fut l'Accord fondamental sur la Slavonie orientale, la Baranja et la Syrmie occidentale (dit accord d'Erđut), signé le 12 novembre 1995, séparément à Zagreb et à Erđut. Il ouvrit la voie à la réintégration pacifique de la Slavonie orientale – dernier territoire occupé de la Croatie, alors placé sous administration des Nations unies et séparé de la Serbie uniquement par le Danube. L'accord prévoyait le retour pacifique de cette région dans le giron croate dans un délai d'un à deux ans, ainsi que la mise en place d'une mission spécifique des Nations unies : l'Administration transitoire des Nations unies pour la Slavonie orientale, la Baranja et la Syrmie occidentale (UNTAES), placée sous le commandement du général américain Jacques Paul Klein.

Le second accord, politiquement décisif, fut l'Accord de paix de Dayton. Du 1^{er} au 21 novembre 1995, d'intenses négociations se déroulèrent sur la base aérienne de Wright-Patterson, à Dayton (Ohio), sous l'égide des États-Unis, et aboutirent finalement à un compromis politique complexe mais déterminant. L'accord fut formellement signé le 14 décembre 1995 au palais de l'Élysée, à Paris, par les présidents Franjo Tuđman, Alija Izetbegović et Slobodan Milošević, sous le parrainage du président français Jacques Chirac, du président américain Bill Clinton, du chancelier allemand Helmut Kohl, du Premier ministre britannique John Major, du Premier ministre russe Viktor Tchernomyrdine et du président en exercice du Conseil européen, le Premier ministre espagnol Felipe González.

L'accord de Dayton institua l'architecture constitutionnelle d'un État unique et internationalement reconnu de Bosnie-Herzégovine, composé de deux entités : la Fédération de Bosnie-Herzégovine (entité croato-bosniaque), couvrant 51 % du territoire, et la Republika Srpska (entité serbe), avec 49 %. Le district de Brčko fut ultérieurement constitué, à la suite d'un arbitrage international rendu en 1999, en une

unité administrative distincte, placée sous la souveraineté directe de l'État de Bosnie-Herzégovine, en dehors des deux entités. L'accord confirma également le statut des trois peuples constitutifs – Bosniaques, Croates et Serbes – comme fondement de l'ordre constitutionnel de l'État, tout en reconnaissant les droits des autres communautés.

En janvier 1996, les Nations unies établirent la Mission d'observation des Nations unies dans la péninsule de Prevlaka (MONUP), point stratégique situé à l'extrême sud de la Croatie, à l'entrée des bouches de Kotor et à la frontière avec le Monténégro. Cette mission assura temporairement la supervision internationale de la zone et confirma *de facto* son appartenance à la République de Croatie. La mission prit fin avec succès en décembre 2002.

Le coût de la guerre et la responsabilité des crimes

Les destructions matérielles et les souffrances humaines laissèrent des traces profondes. En Croatie, les dommages de guerre sont estimés à l'équivalent de 160 % du PIB d'avant-guerre, tandis que 15 % du parc immobilier fut endommagé ou détruit. À titre de comparaison, le séisme et le tsunami qui frappèrent le Japon en 2011 entraînèrent des pertes économiques équivalentes à 8 % du PIB et la destruction de 1,8 % du parc immobilier. Au Japon, 561 km² (soit 0,15 % du territoire) furent submergés ; en Croatie, 1 174 km² furent minés – proportionnellement quatorze fois plus – et le déminage s'étala sur plus de trois décennies.

Derrière ces chiffres se cache toutefois la tragédie la plus lourde : la perte de vies humaines. Selon les données du Centre mémoriel et documentaire croate de la guerre d'indépendance, le conflit fit entre 19 500 et 20 000 morts. Parmi eux figuraient un peu moins de 14 000 Croates et habitants des territoires sous contrôle gouvernemental, dont environ 8 700 combattants, tandis qu'environ 5 300 personnes périrent dans les territoires alors occupés, parmi lesquelles plus de 3 700 soldats de l'Armée populaire yougoslave (JNA) et des forces serbes. Le nombre exact de ces pertes est probablement plus élevé, une partie demeurant enfouie dans les archives de la JNA et du ministère serbe de l'Intérieur. Parmi les victimes civiles, environ quatre cents enfants occupent une place particulièrement douloureuse dans la mémoire collective. Des milliers de civils et des dizaines de milliers de combattants furent également blessés.

La guerre en Bosnie-Herzégovine préleva un tribut humain encore plus lourd. Selon les estimations démographiques internationales et nationales les plus fiables, entre 97 000 et 104 000 personnes périrent entre 1992 et 1995 : environ 64 000 à 65 000 Bosniaques, 25 000 Serbes et 8 000 Croates, tandis que des millions d'habitants furent contraints de fuir leurs foyers. L'ampleur des violences – en particulier les crimes de masse et le génocide de Srebrenica – marqua durablement l'histoire contemporaine de la Bosnie-Herzégovine et de l'ensemble de la région. Dans ce bilan global, plus de 90 % des pertes humaines furent la conséquence directe de l'agression serbe et des crimes de guerre qui l'accompagnèrent. Le conflit croato-bosniaque de 1993–1994, circonscrit principalement à la Bosnie centrale, représenta quant à lui environ 8 à 10 % des victimes totales ; parmi celles-ci, près des deux tiers étaient des Bosniaques et environ un tiers des Croates.

La résistance croate ne fut nulle part aussi dramatique et acharnée qu'à Vukovar – première ville européenne écrasée sous les bombes après 1945 – qui résista durant 87 jours, un jour de plus que Marioupol, assiégée par les forces russes trois décennies plus tard. Malgré tous les efforts entrepris, 1 740 personnes étaient encore portées disparues en février 2026, demeurant une blessure toujours ouverte dans la société croate. C'est pourquoi le 18 novembre est devenu le jour où toute la Croatie rend hommage aux victimes de la guerre d'indépendance et au sacrifice de Vukovar et de Škabrnja. Ce jour-là, des millions de bougies illuminent places, rues et fenêtres, rappelant silencieusement le prix de la liberté.

En fin de compte, celui qui avait déclenché la guerre, Slobodan Milošević, fut inculpé devant le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie pour génocide, crimes contre l'humanité et crimes de guerre. L'ironie de l'histoire voulut que les autorités serbes elles-mêmes l'extradèrent vers La Haye en 2001, précisément le 28 juin, date anniversaire de son discours belliciste de Gazimestan en 1989, où tout avait commencé. Il mourut toutefois en détention en 2006, échappant à une condamnation judiciaire, mais non au jugement implacable de l'histoire, qui l'inscrivit définitivement dans la mémoire collective comme le « boucher des Balkans ». Tous les principaux dirigeants politiques et militaires des séparatistes serbes furent également condamnés par la justice internationale – en Croatie (Milan Babić, Milan Martić) et en Bosnie-Herzégovine (Radovan Karadžić, Ratko Mladić) – pour crimes contre l'humanité, et, dans le cas bosnien, pour génocide. C'est de ce bilan brutal de destructions, de victimes et de responsabilités que naît la compréhension de la valeur de la liberté et d'une paix durable.

Le prix de la liberté et la paix comme héritage

La fin de l'année 1995 marqua la conclusion de l'un des conflits les plus tragiques et les plus complexes qu'ait connus l'Europe depuis la Seconde Guerre mondiale. Malgré un rapport de force initialement très défavorable, la Croatie parvint à défendre son territoire, à mettre sur pied des forces armées modernes, à édifier des institutions démocratiques et à obtenir la reconnaissance internationale en tant qu'État souverain. Parallèlement, elle contribua à mettre un terme au conflit entre Bosniaques et Croates de Bosnie-Herzégovine, à rétablir l'alliance avec les Bosniaques et joua un rôle politique déterminant en orientant le leadership croate de Bosnie-Herzégovine vers l'acceptation des plans de paix.

Ce faisant, la Croatie joua un rôle vital dans la survie de la Bosnie-Herzégovine durant la guerre : la quasi-totalité de l'aide humanitaire et militaire destinée au pays transitait nécessairement par son territoire. Sans ce soutien, la Bosnie-Herzégovine n'aurait vraisemblablement pas survécu en tant qu'État. Elle demeure aujourd'hui un État internationalement reconnu, structuré autour de deux entités et fondé sur trois peuples constitutifs.

Les renversements stratégiques intervenus sur le champ de bataille – en particulier l'opération *Oluja*, qui, en brisant l'encerclement de Bihać, empêcha la répétition d'une

tragédie comparable à celle de Srebrenica – créèrent les conditions propices à l'ouverture de négociations de paix et rendirent possible la réintégration pacifique des derniers territoires occupés à l'extrême est de la Croatie. Sans répondre à l'ensemble des attentes, l'accord de Dayton mit un terme aux hostilités et ouvrit la voie à un long mais indispensable processus de reconstruction, de retour des réfugiés, de justice pour les victimes et de réconciliation progressive.

Sur la base du nouvel équilibre militaire, la réintégration pacifique de la Slavonie orientale fut menée à bien dans les délais prévus : le 15 janvier 1998, le dernier territoire occupé fut réintégré à la Croatie, qui acheva ainsi la restauration de sa pleine souveraineté et sortit de la guerre sans aucune perte territoriale. Mise en œuvre avec succès en seulement deux ans, la mission UNTAES devint la plus réussie des opérations de maintien de la paix de l'histoire des Nations unies. Ce n'est qu'alors que la Croatie put se consacrer pleinement à la reconstruction et au développement économique. Onze ans seulement après le départ des derniers « casques bleus », elle devint membre de l'OTAN en 2009, puis membre à part entière de l'Union européenne en 2013.

L'année du dénouement

Les événements de 1995 montrèrent qu'il ne peut y avoir de paix durable sans équilibre des forces, ni de solution politique viable sans détermination stratégique dans la mise en œuvre des priorités politiques et militaires, sans lucidité diplomatique, ni sans prise en compte des réalités historiques. Malgré les sacrifices et les destructions, la Croatie parvint à accomplir ce qui avait longtemps semblé hors d'atteinte : assurer sa défense malgré un embargo international sur les armes, construire son État et ses institutions démocratiques, et conquérir une pleine légitimité internationale. Elle joua simultanément un rôle militaire et diplomatique décisif dans la conclusion de la guerre et ouvrit la voie à la réintégration pacifique de la Slavonie orientale.

Pour l'ensemble de ces raisons, l'histoire retiendra à juste titre 1995 comme l'année du dénouement – celle où une victoire décisive ouvrit pour la Croatie un nouveau chapitre de paix, de liberté et d'avenir européen.

Publié dans : « 1995. », Zoran Filipović, Zagreb, 2026.